

## **Analyse des avis libres liés au thème et aux enjeux « Les propositions pour les eaux de nos régions » :**

Les répondants à la consultation ont largement abordé ce thème dans l'espace de libre expression qui leur était proposé.

La part majoritaire des avis exprimés (10% de l'ensemble des avis formulés) s'articule autour de la question du financement des propositions en vue d'atteindre un bon état en 2015 pour les deux tiers des rivières et la moitié des nappes.

### **Les grandes tendances**

**Ne pas faire payer le citoyen, le contribuable** de manière générale (3588) ou **ne pas vouloir personnellement payer** (2428) est le type d'expression le plus rencontré. La plupart des personnes (72%) ayant exprimé ceci dans l'avis libre n'étaient pas d'accord avec le fait de payer aux questions 1 et 4.

**L'application de la règle pollueur - payeur** (3531) est souvent réclamée. Que l'on fasse **payer les industries** (1639) ou **les agriculteurs** (1335), c'est celui qui fait les dégâts qui doit les réparer.

Les répondants qui expriment cette idée sont sur représentés parmi ceux qui sont les plus opposés à l'idée d'une augmentation du prix de l'eau pour financer le projet (64% d'entre eux n'étaient pas d'accord à la question 1) ou pour protéger l'eau (67% à la question 4).

Les répondants soulignent qu'ils s'interrogent **sur leur pouvoir d'achat** (1032) parce qu'ils craignent pour lui ou parce que le niveau qu'il atteint aujourd'hui est déjà très bas.

Quelques-uns **préfèrent moins polluer pour ne pas payer** (204), d'autres n'hésitent pas à **suggérer des propositions de financement** (276), parfois peu sérieuses et visant d'autres acteurs (agriculture, industrie, administration et même les mondes politiques).

De nombreuses personnes ont eu une réaction positive au projet environnemental proposé.

Les répondants sont souvent **d'accord sur le principe** (1312) de la nécessité d'un retour au bon état des eaux et jugent positivement ou disent partager les propositions qui y sont exprimées. Cet accord sur les principes et les idées ne les empêche pas toutefois d'être en désaccord sur leur participation personnelle au financement.

Certains prodiguent des **encouragements, des félicitations, et des remerciements** (1279) pour les efforts entrepris et la démarche de consultation.

Les répondants attendent de leurs dirigeants **moins d'immobilisme et une vraie volonté** (794). Ils souhaitent que l'on **privilégie l'action à travers des lois et des mesures réglementaires** (541). L'expression de cette volonté devrait passer par le fait de **faire respecter les lois en vigueur ou à venir** (185) et **ne pas céder aux pressions financières et aux divers lobbies** (761).

Les répondants réclament en conséquence **plus de contrôles** (359) et **la sanction des pollueurs** (605).

Quelques répondants estiment que les gouvernants ont une **mauvaise politique de gestion et d'investissement** (1035).

Les répondants pensent qu'il est **urgent et nécessaire d'agir** (1695), souvent pour les **générations futures** (613). Ces derniers sont d'ailleurs en **attente de résultats vis-à-vis de la démarche et de son utilité** (521).

Toutefois ils sont également **sceptiques sur les moyens réels qui seront mis en œuvre** (149) et pensent que les **objectifs sont utopiques** (980) soulignant par-là même le besoin de suivi et de communication autour des projets.

### **Et aussi ...**

Comme souvent en de telles circonstances, la démarche a été critiquée. Pour les uns la **critique porte sur le questionnaire** (1443). Les principaux reproches émis portent sur son **orientation**, certaines **carences** dans son contenu, il est jugé parfois **inconsistant**. La **distribution du questionnaire** (298) est également critiquée. Le principal reproche étant le fait qu'il est noyé dans la publicité.

Par ailleurs il est considéré **comme un prétexte afin de justifier une augmentation future** (743).

Des **critiques** ont été également émises **envers l'Etat et les institutionnels** (336), mais l'agence de l'eau et son personnel ont été peu mis sur la sellette (91).

A ce propos, il convient de rappeler ici l'amalgame qui est encore fait entre l'agence de l'eau et les sociétés qui distribuent l'eau pour les communes (Voir les avis libres dans les thèmes spontanément évoqués).

Notons également quelques réflexions plus générales. L'eau ne connaît pas de frontières et c'est un problème planétaire. A ce titre il convient **d'impliquer tous les pays et/ou des pays voisins** (286).

Par ailleurs, on notera également des suggestions particulières. Certains répondants souhaitent **faire payer les riches** (187), tandis que d'autres suggèrent **d'utiliser des mains d'œuvre « bon marché »** (194) tels que chômeurs, bénéficiaires du RMI, voire même prisonniers, afin de procéder à des nettoyages de rivières ou des désherbages manuels sur les voiries publiques. Certains souhaitent également régler la question du manque d'eau par une **limitation de la surpopulation en régulant les naissances** (86).